

Un an d'errance, un an de mépris : la FSU quitte le CHSCT Académique !

sd061

4-5 minutes

Les élu.e.s de la FSU ont quitté ce jeudi 8 avril 2021 le CHSCT Académique de Normandie pour protester contre la langue de bois et les éléments de langage de la rectrice qui n'apporte aucune réponse précise à toutes les questions concernant la situation sanitaire dans les écoles et les établissements de l'académie de Normandie. Ceci dénote-t-il une incapacité à répondre aux nombreuses questions qu'engendre la situation ?

Alors que la FSU demande depuis un an des mesures de préventions concrètes pour éviter la fermeture des écoles, des collèges et des lycées, le Ministre et la Rectrice ont persisté dans le déni de voir les difficultés d'application du protocole, l'aveuglement et le refus d'entendre les personnels. **Cette stratégie désastreuse s'est soldée par le fiasco actuel de la fermeture brutale des établissements scolaires**, sans aucune anticipation. Aucune leçon n'a été tirée depuis l'an dernier.

Les cellules COVID mises en place dans l'Education Nationale sont complètement dépassées. Depuis début avril, il n'était déjà plus possible de les joindre par téléphone. **Et l'on voudrait nous faire croire que la gestion de l'épidémie est rigoureuse et garantit la santé des personnels, des élèves et par conséquent de leurs familles et de la population en général !**

Aujourd'hui, à la veille des vacances d'avril, et alors que les écoles doivent rouvrir le 26 avril, la Rectrice n'a pas été en mesure d'apporter des réponses sur les conditions de cette reprise.

Aucune réponse concernant le protocole sanitaire qui devra s'appliquer lors de la réouverture, alors que les effectifs dans les classes, les non-remplacements de personnels absent et la

restauration scolaire restent des problématiques pleines et entières.

Aucune réponse concernant les demi-jauges dans les classes.

La FSU craint une nouvelle fois des annonces a minima et à la dernière minute qui mettront de nouveau en difficulté l'ensemble des personnels et des familles.

Aucune réponse concernant les écoles où seront déployées des campagnes de tests, puisque les listes des écoles choisies ont été égarées.

Aucune réponse concernant la nécessité d'une réelle politique de prévention, qui consisterait à tester massivement et systématiquement les élèves et les personnels avant toute reprise.

Aucune réponse concernant la vaccination des personnels de l'Education Nationale. Le Président de la République est pourtant d'ores et déjà revenu sur ses engagements promettant une vaccination pour la fin avril, parlant désormais de la mi-juin... Comment prétendre faire de l'ouverture des écoles une priorité nationale sans prévoir de protéger les personnels qui accueillent les élèves ?

Refusant de reconnaître la moindre erreur, refusant de tirer des leçons d'une année de crise, refusant une nouvelle fois d'affronter la réalité du terrain, étant incapable de transmettre des chiffres fiables en conformité avec nos remontées, refusant de prendre ses responsabilités afin de garantir la santé des personnels et des élèves, Madame la Rectrice a une nouvelle fois montré en séance toute son impuissance à gérer la crise que nous traversons. C'est d'autant plus étonnant que lorsqu'il s'agit de supprimer des centaines de postes ou d'imposer des réformes, elle est tout à fait capable de dérouler une politique délétère pour le Service Public d'Education et ses agent.e.s.